

**Dossier Fessenheim :**  
**rencontre des élus avec Sébastien Lecornu, Secrétaire d'État auprès du**  
**Ministre de la transition écologique et solidaire**

**« Priorité à l'ouverture d'un vrai dialogue pour la transition économique et**  
**énergétique du bassin d'emploi »**

Les élus alsaciens\* ont rencontré aujourd'hui à Paris le Secrétaire d'Etat Sébastien Lecornu.

Ils lui ont rappelé que la décision de fermeture de la centrale de Fessenheim était politique et non technique et qu'elle aura des conséquences importantes sur le territoire.

Il n'existe en effet toujours aucun projet concret concernant l'après Fessenheim, ni pour l'avenir de son bassin d'emploi et des retombées économiques de l'activité du site, ni pour la préservation de l'autonomie énergétique du territoire qui doit être garantie en quantité et en qualité, notamment pour répondre aux besoins de nos industries.

Les élus ont tenu également à souligner le caractère particulièrement injuste de cette décision à l'égard des employés de la centrale, des habitants et des élus du territoire, des entreprises irrémédiablement impactées par la fermeture du site de production qui générerait plus de 100 M€ par an de commandes aux sous-traitants régionaux. Sur les seuls critères de sûreté, d'exploitation et de production, rien par ailleurs ne justifie la fermeture de Fessenheim.

Aussi, la réunion de ce jour est la première rencontre entre l'État et les élus alsaciens qui, jusqu'à maintenant, n'avaient jamais été conviés à la table des négociations.

Elle a permis aux élus de faire des propositions très concrètes de revitalisation économique et d'aménagement du territoire, dans une approche transfrontalière et européenne, mais également pour la sécurisation du réseau électrique, avec notamment le projet d'implantation d'une centrale de production énergétique alternative, de type gaz.

Différentes propositions ont été mises en avant. Elles s'inscrivent dans une perspective de transition économique et énergétique par la production d'énergies renouvelables, le stockage des énergies et les économies d'énergie.

Les élus ont apprécié l'écoute et l'esprit d'ouverture de Sébastien Lecornu, que l'expérience d' élu local a rendu attentif aux préoccupations exprimées par les représentants du territoire.

Cette première rencontre constructive avec le Secrétaire d'État doit ainsi être l'occasion d'ouvrir un vrai dialogue entre l'ensemble des partenaires afin d'étudier toutes les solutions possibles et d'obtenir de l'Etat des compensations à la hauteur des enjeux.

La centrale nucléaire de Fessenheim contribue de manière éminente à la qualité du réseau et l'indépendance énergétique de la région. Des garanties doivent être données quant au maintien d'une capacité constante de réponse à ses besoins énergétiques. Le site génère par ailleurs une ressource fiscale significative pour les collectivités, il importe que les mécanismes futurs qui seront mis en place prennent bien en compte cet aspect.

Les élus et les collectivités attendent de l'État qu'il contribue à l'émergence d'un véritable projet de territoire qui permette d'assumer la fermeture du site et ses conséquences. Il faut un véritable « Pacte Fessenheim » engageant l'État aux côtés des collectivités.

Il s'agit, dans ce « Pacte Fessenheim », de raisonner en termes d'attractivité, de développement économique et d'innovation pour donner une dimension pérenne aux projets concrets qui devront être mis en œuvre. Il faut partir des enjeux locaux, mais bien inscrire les projets futurs dans des logiques transfrontalières et européennes.

Une réflexion doit être engagée en vue d'une réelle politique de filière faisant le lien entre les compétences qui sont développées en matière de démantèlement et de retraitement permettant l'émergence d'un pôle d'expertise et de recherche de niveau européen au service d'un pôle d'activités.

Dans ces perspectives, les élus alsaciens restent plus que jamais mobilisés et prêts à prendre leur part dans ce processus qui s'ouvre dès lors qu'il y a une ambition partagée à la hauteur des enjeux, avec l'objectif de compensation des 2000 emplois perdus.

Ils se retrouveront prochainement pour avancer ensemble dans cette voie.

**\*Les élus présents :** le Président du Conseil Régional du Grand-Est Jean Rottner, les Députés Raphaël Schellenberger, Eric Straumann, Bruno Fuchs, la Sénatrice Patricia Schillinger, la Présidente du Conseil départemental du Haut-Rhin Brigitte Klinkert, le Conseiller départemental Michel Habig le Président de la Communauté de communes Pays Rhin Brisach Gérard Hug, le Maire de Fessenheim Claude Brender.

CONTACT PRESSE

[presse@grandest.fr](mailto:presse@grandest.fr)